

Visite pontificale

Le pape François au chevet des déshérités du Mozambique et Madagascar

AFP
Maputo/Mozambique

LE pape François s'est envolé mercredi pour le Mozambique dans le cadre d'un voyage de sept jours dans l'océan Indien qui le conduira aussi à Madagascar, deux des pays les plus pauvres du monde où il entend plaider pour la paix et la justice sociale. Le souverain pontife doit conclure sa deuxième tournée sur le continent africain dans l'île touristique de Maurice. Le "pape des pauvres" a réservé la première étape de son périple à Maputo, où il est attendu en fin d'après-midi. La capitale mozambicaine se prépare depuis plusieurs jours à l'accueillir dans la fièvre, trente-et-un an après Jean Paul II. Le stade Zimpeto, où il doit célébrer une messe vendredi, est déjà prêt, comme la plupart des

fidèles qui vont y assister. "J'ai acheté ce pagne parce que je vais aller à Zimpeto pour rencontrer le pape François, notre plus grand sauveur", se réjouit Fatima dos Santos, 39 ans, en se drapant dans le tissu tout neuf qu'elle portera avec un T-shirt à l'effigie de François. "Pour moi, l'arrivée du pape est une bénédiction, il est source de réconciliation, d'amour et de paix", renchérit Vivilia Fernanda, une jeune catholique de 21 ans. La visite du pape dans l'ex-colonie portugaise, à majorité chrétienne, porte précisément sur ces thèmes. Elle intervient un mois après la signature d'un accord qui doit enterrer plus de quarante ans de conflit entre le gouvernement et l'ex-rébellion de la Renamo. La guerre civile qui les a opposés a pris fin en 1992 mais la Renamo, devenue principal parti d'opposition, n'a jamais totalement désarmé.



Le Pape François se rend dans trois pays africains

Photo : AFP



Des pagnes à son effigie

Photo : AFP

Dans un message vidéo en portugais diffusé à la veille de son arrivée, le pape a ainsi appelé à renforcer "la réconciliation fraternelle au Mozambique et en Afrique, seule espérance pour une paix solide et durable". - Urgence climatique - A Maputo, il est également at-

tendu sur le front de la lutte contre le fanatisme, alors que le nord du Mozambique est la proie depuis deux ans d'attaques jihadistes meurtrières. François ne devrait pas non plus manquer de s'exprimer sur l'urgence climatique, un thème qui lui est cher, après le passage en

mars sur la ville de Beira (centre) du cyclone Idai, qui a fait 600 morts et 2 millions de sinistrés. Six mois plus tard, nombre d'entre eux souffrent encore de la faim et manquent d'un toit. Pressé par son agenda, François ne fera toutefois pas le déplacement de Beira, au grand dam des

catholiques du cru qui ont dû se contenter d'une mention dans son message vidéo. "Même si je ne peux pas aller au-delà de la capitale, mon cœur vous rejoint et vous embrasse tous, avec une place spéciale pour ceux qui vivent dans la difficulté", leur a-t-il dit. A partir de vendredi, le pape s'attardera le plus longtemps à Madagascar, dont les trois quarts des habitants vivent avec moins de deux dollars par jour. François, qui s'y exprimera notamment devant les ouvriers d'une carrière, est attendu avec impatience sur la Grande Ile à majorité chrétienne, qui a déjà pavé les rues de la capitale. Selon le révérend père Gabriel Randrianantenaina, secrétaire coordonnateur de la conférence épiscopale locale, quelque 800.000 fidèles sont attendus à la messe prévue dimanche sur un terrain de 60 hectares de la capitale Antananarivo.

Afrique du Sud

Retour progressif à la normale après trois jours de violences

AFP
Johannesburg/Afrique du Sud

LE calme est revenu mercredi dans les rues de Johannesburg, la plus grande ville d'Afrique du Sud, sous haute surveillance policière après trois jours d'émeutes xénophobes qui ont fait au moins cinq morts et suscité colère et inquiétude sur tout le continent. Des commerces ont timidement commencé à rouvrir dans le centre de Johannesburg et le township d'Alexandra, théâtre la veille de violentes émeutes, ont constaté des journalistes de l'AFP. Quelques habitants fouillaient dans les débris de magasins pour récupérer de la nourriture ou des tôles. Mercredi matin, le président Cyril Ramaphosa a de nouveau condamné les violences qui ont

éclaté dimanche à Johannesburg avant de se propager à la capitale politique Pretoria et dans la province du KwaZulu-Natal (est). "S'en prendre à des étrangers n'est pas la bonne attitude", a-t-il répété en amont d'une réunion du Forum économique mondial Afrique au Cap (sud-ouest), où sont attendus jusqu'à vendredi une quinzaine de chefs d'Etat et de nombreux patrons. "Tout le monde est bienvenu en Afrique du Sud", a assuré le président de la "nation arc-en-ciel" rêvée par son mentor, Nelson Mandela. Depuis le début des violences, au moins cinq personnes ont été tuées et près de 300 arrêtées, selon la police. Des dizaines de magasins ont été détruits et des camions soupçonnés d'être conduits par des étrangers ont également été brûlés.



Les patrouilles anti-pilleurs en Afrique du Sud

Photo : AFP

Cette flambée de violences suscite inquiétude et colère dans plusieurs pays du continent, qui comptent de nombreux ressortissants en Afrique du Sud. Au Nigeria, la sécurité a été renforcée autour des enseignes sud-africaines, après des appels au boycottage et à la violence.

Mercredi, des dizaines d'agents de sécurité entouraient le centre commercial de Jabi Lake, dans le centre de la capitale Abuja, qui abrite un grand supermarché de l'enseigne sud-africaine Shoprite et laissaient passer les employés des magasins au compte-goutte,

ont constaté des journalistes de l'AFP. La veille, des personnes avaient tenté de vandaliser deux supermarchés de la chaîne dans la capitale économique Lagos. - Boycott de stars nigérianes - Plusieurs chanteurs nigériens, tels que Davido, Teni, Tiwa Savage ou Burna Boy, ont aussi pris la parole pour condamner les violences xénophobes. "Je ne retournerai plus jamais en Afrique du Sud, jusqu'à ce que le gouvernement sud-africain se réveille", a prévenu Burna Boy, star sur le continent. En Zambie, un millier d'étudiants ont manifesté leur colère mercredi devant l'ambassade sud-africaine de Lusaka en brandissant des affiches "Non à la xénophobie". Dans des termes très forts, le président zambien Edgar Lungu a appelé Pretoria à "mettre fin au carnage" avant que "cette xénophobie ne dégé-

nère en un génocide à grande échelle". Son homologue du Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa, a "condamné" "toute forme de violence alimentée par la haine", saluant cependant "la réponse rapide des autorités sud-africaines" pour tenter de ramener le calme. Et le Botswana, aussi frontalier de l'Afrique du Sud, a appelé ses concitoyens sur place à faire preuve de "la plus grande prudence". Dans le township sud-africain d'Alexandra mercredi, des commerçants étrangers faisaient le triste bilan des destructions. "J'ai tout perdu", a témoigné Ashi Ashfaq, un Pakistanais dont trois des six magasins ont été brûlés. "Je me sens tellement mal que je ne peux même pas manger", a expliqué cet émigré installé depuis vingt-cinq ans en Afrique du Sud.

Cameroun

Le principal opposant à Paul Biya jugé vendredi par un tribunal militaire

AFP
Yaoundé/Cameroun

MAURICE Kamto, principal opposant à l'inamovible président du Cameroun Paul Biya, sera jugé vendredi par un tribunal militaire pour "insurrection", les ONG internationales dénonçant un procès politique tandis que la France, les Etats-Unis et l'Union européenne réclament sa libération après huit mois d'emprisonnement. Candidat arrivé deuxième à l'élection présidentielle en 2018 face à Paul Biya, M. Kamto est poursuivi pour "insurrection", "hostilité contre la patrie" et "rébellion". Pour ces motifs, il risque théoriquement la peine de mort, même si elle n'est plus appliquée dans ce pays d'Afrique centrale. Plusieurs dizaines de ses alliés

politiques et partisans comparaitront en même temps que lui, risquant la même peine. Avocat au barreau de Paris et ancien ministre délégué à la Justice au Cameroun, M. Kamto, 65 ans, avait été arrêté avec plus de 150 militants et partisans fin janvier à la suite d'une marche lancée par son parti, le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC). Ces manifestations pacifiques sont organisées par le MRC depuis la proclamation des résultats de la présidentielle d'octobre 2018, donnant Paul Biya vainqueur pour le septième scrutin consécutif. Une élection que le MRC qualifie de "hold-up électoral", estimant l'avoir remportée. La procédure engagée a provoqué l'indignation de la communauté internationale. En mars, les Etats-Unis avaient déclaré qu'il serait "sage de libérer" M. Kamto



Le procès de Maurice Kamto est prévu demain.

Photo : AFP

et "encouragé" le pays "à garantir le droit à une procédure juste, à manifester pacifiquement et à la liberté d'expression". L'Union Européenne avait peu après dénoncé les arrestations et détentions prolongées des opposants,

parlant de "procédure disproportionnée à leur encontre". - "Pressions sur Biya" - Des organisations internationales de défense des droits de l'homme avaient également exigé

leur libération, Human Rights Watch dénonçant par exemple "une initiative politiquement motivée visant à juguler la dissidence". Longtemps silencieuse, la France, ancienne puissance coloniale, était sortie de son mutisme fin mai, réclamant aussi leur libération. "On connaît les qualités de M. Kamto, nous faisons pression fortement sur le président Biya pour qu'il puisse agir et élargir ces prisonniers", a répété mardi le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian lors d'un entretien avec la presse. A quelques jours de l'ouverture du procès, le chef du MRC et ses alliés se sont dits "prêts à faire face à la justice pour que la vérité éclate dans cette affaire". Dans cette correspondance adressée lundi à la présidente du tribunal militaire de Yaoundé, ils exigent un libre accès au public et à la

presse de la salle d'audience durant toute la durée de leur procès. "M. Kamto est gonflé à bloc", a affirmé mardi à l'AFP son porte-parole, Olivier Bibou Nissack. Les avocats de l'opposant Kamto ont transmis au tribunal militaire une liste de 31 témoins, dont deux ministres, le patron de la police et d'autres hauts gradés de l'armée et de la police. - "Décapiter" l'opposition - Si les accusés estiment être victimes d'un procès "politique", accusant les autorités de vouloir "décapiter" le MRC, Yaoundé jure qu'il s'agit d'une affaire de droit commun. En avril, les avocats de M. Kamto - ancien président de la Commission de droit international de l'ONU - ont saisi le Groupe de travail sur la détention arbitraire des Nations unies.